

KHALED NEZZAR RÉPLIQUANT À ABDELHAMID BRAHIMI

Et Hamrouche récolte des points

Presque du tac au tac. Le général à la retraite et ancien ministre de la Défense, Khaled Nezzar, n'a laissé défilé qu'un petit chapelet de jours avant de signer sa réplique aux propos peu amènes tenus à son encontre sur Al Jazeera par le Premier ministre sous Chadli Bendjedid, Abdelhamid Brahimi, dit «Abdelhamid la science». Nezzar, réagissant, ne se suffit pas du coup de sommation ; il aligne, en polémiste aguérri, une lourde artillerie. Par ricochet, Mouloud Hamrouche récolte un bon point.

Sofiane Aït-Ifilis - Alger (Le Soir) - L'ancien Premier ministre, que d'aucuns avaient voué aux gémonies pour avoir hypothéqué l'or algérien, s'en est trouvé réhabilité.

Nezzar, qui n'a pas forcément d'atomes crochus avec Hamrouche, lui a trouvé des circonstances atténuantes. Il en est venu à citer la contrainte qu'a rencontrée Hamrouche des suites de la gestion de Brahimi.

Et, pour catapulte ses boulets, le général à la retraite se sert de la tribune que le journal *Echourouk* lui a offert en lui ouvrant son forum.

Coup sur coup, Khaled Nezzar, cité par Abdelhamid Brahimi comme faisant partie des officiers déserteurs de l'armée française (DAF) qui n'étaient pas en odeur de

sainteté avec le président Houari Boumediene, a entrepris non seulement de démentir les accusations portées à son encontre et au corps auquel il a appartenu, l'armée, mais aussi d'en démolir l'auteur.

L'ancien ministre de la Défense a accusé Abdelhamid Brahimi d'avoir été à l'origine des événements d'Octobre 1988, en ce sens que c'était sa politique désastreuse, en tant que ministre de la Planification d'abord et Premier ministre ensuite, qui les ont provoqués.

Selon Nezzar, Abdelhamid Brahimi a dilapidé 14 milliards de dollars que le président Boumediene avait, à sa mort, laissés en réserve dans les caisses de l'Etat. Ce qui, révèle-t-il encore, avait contraint

Mouloud Hamrouche à hypothéquer l'or algérien.

Au passage, le général à la retraite a infirmé la fameuse accusation lancée par Brahimi qui s'est voudrait que pas moins de 26 milliards de dollars avaient été détournés.

S'attardant sur le parcours de Abdelhamid Brahimi, Nezzar nous apprend que ce dernier a toujours évolué sous l'aile protectrice de Ali Mendjeli. C'est, selon Nezzar, Ali Mendjeli qui lui a tendu l'échelle via laquelle il se hissera aux hautes charges de l'Etat.

«Abdelhamid Brahimi n'a rejoint la révolution qu'en 1959, venant d'Alep, en Syrie, où il étudiait dans une académie militaire. Il devait rejoindre une compagnie combattante, mais il a choisi de rester auprès du chef de l'état major, Ali Mendjeli, qui lui a confié de distribuer le courrier.»

Le général à la retraite a, sur un autre chapitre, nié que le défunt président Houari Boumediene eut été empoisonné à l'instigation de l'armée, notamment des DAF, comme a accusé Brahimi.

Selon Nezzar, le président Boumediene est décédé des suites d'une leucémie. Il a affirmé avoir appris que les membres du Conseil de la révolution, qui seuls avaient accès au dossier médical, parlaient d'un cancer de sang.

Nezzar a invité les membres encore de ce monde du conseil à attester de leur vérité pour que cessent toutes suspicions à propos des causes de la mort de Boumediene.

Accusé, par ailleurs, par Brahimi de ne pas avoir la



Photo : Newpress

Khaled Nezzar, ancien ministre de la Défense.

fibres nationaliste arabe, le général à la retraite y a répondu par rappeler sa participation à la guerre d'Octobre au Moyen-Orient contre Israël.

Il a révélé aussi qu'il était, lui, fermement opposé à l'envoi des troupes et des observateurs en Irak lors de la seconde guerre du Golf. Ce qui, a-t-il dit, a énormément déplu à l'Arabie saoudite au

point, a-t-il rapporté, que cette dernière a refusé de recevoir le président Chadli Bendjedid.

Abordant l'épineuse question de l'arrêt du processus électoral en 1992, Khaled Nezzar ne s'est point déjugé. Il a considéré que cette interruption n'était pas un choix, mais une nécessité impérieuse.

Nezzar a avoué également que les dirigeants de l'ex-Fis

dissous n'avaient plus de contrôle sur leurs troupes de militants qui, pour beaucoup, avaient déjà pris les armes. Il a affirmé avoir contacté Belkhadem qu'il avait chargé de prendre attache avec Abassi Madani pour gérer la situation au niveau de la place du 1^{er}-Mai.

Selon Nezzar, Abassi Madani avait fini par rappeler Belkhadem pour lui dire qu'il n'avait aucune emprise sur les djezzaristes descendus de la mosquée Kaboul à Belouizdad.

S'agissant de sa fameuse fuite de nuit à Paris, suite à une plainte déposée à son encontre, Nezzar a indiqué que s'il a regagné le pays de nuit à bord d'un avion spécial, c'est uniquement pour éviter de créer un problème entre l'Algérie et la France dont les relations n'étaient pas au mieux à cette époque.

Il a cité une convention bilatérale signée entre les deux pays et qui rend caduque toute plainte contre quiconque si elle n'a pas été déjà déposée dans son pays d'origine.

Autrement dit, une plainte contre lui déposée en France est, conformément à la convention citée, irrecevable.

Nezzar a rappelé qu'il s'est bien rendu en France par la suite dans le cadre du procès contre Souadja.

Enfin, Nezzar a réfuté que l'armée eut été impliquée dans l'assassinat du président Boudiaf.

S. A. I.

DROITS DE LA FEMME RURALE

Un réseau de 18 associations voit le jour

Des spécialistes se sont penchés, hier, sur la situation de la femme rurale. Les présentes, spécialement des représentantes du mouvement associatif, ont attiré l'attention sur les conditions de vie précaires de la femme rurale.

La rencontre organisée à l'initiative du ministère de l'Agriculture à l'occasion de la Journée mondiale de la femme rurale vise à sensibiliser sur le Plan pour le développement rural intégré (PPDRI).

Il s'agit aussi de concrétiser ce projet de proximité initié en faveur d'une population défavorisée, diront les intervenantes. «Nous devons nous organiser et faire un état des lieux concernant ce qui a été fait par le mouvement associatif. C'est un travail ardu et de longue haleine mais nous devons sensibiliser le plus grand nombre de personnes possible pour ce qui est des projets de proximité de développement rural intégré», a déclaré M^{me} Zitoune Baya, présidente de l'Association nationale femmes et développement rural.

Selon M^{me} Zitoune, très peu de projets ont été concrétisés à ce jour. Elle dira aussi que le plus urgent est d'expliquer aux femmes habitant les zones rurales comment bénéficier des avantages du PPDRI.

A cet effet, des cellules d'animation, qui regroupent aussi bien des experts et techniciens que des élus et des représentants du mouvement associatif, ont été créées. «Les femmes doivent être intégrées massivement dans ces cellules. Malheureusement, elles ne sont pas assez informées. Elles doivent exiger leurs droits et désigner des personnes qui puissent les représenter», explique M^{me} Zitoune.

Cette dernière notera, toutefois, qu'en dépit de 19 instructions émanant du ministère de l'Intérieur, les actions sur le terrain ne sont pas nombreuses. Elle citera notamment le cas des collectivités locales et plus spécialement des présidents d'APC qui ne s'impliquent pas dans le projet.

«Ces cellules ne sont pas dynamiques, elles doivent être boostées pour que les projets en direction de la femme rurale aboutissent. Les femmes doivent être formées à travers un travail de proximité», souligne l'intervenante.

L'Association nationale femmes et développement rural a, par ailleurs, déjà organisé, selon sa présidente, des caravanes de sensibilisation à travers le territoire national. Pour plus d'efficacité des actions pour le développement rural, un réseau d'associations a été créé au mois d'août dernier.

Ce réseau, qui regroupe 18 associations, selon les intervenantes, défend, en premier lieu, l'approche sur l'égalité entre hommes et femmes. Une charte a été ainsi réalisée en vue de définir les missions du réseau.

F.-Z. B.

APRÈS LA TENUE DE LA 4^e COMMISSION DE L'ONU

Les parlementaires algériens s'auto-évaluent

Une rencontre d'évaluation a réuni hier la Commission des affaires étrangères, de la coopération et de la communauté à l'étranger à l'Assemblée populaire nationale (APN), avec le Comité national de soutien au peuple sahraoui et les différentes ONG.

Mehdi Mehenni - Alger (Le Soir) - Après l'adoption d'une résolution qui consacre le droit du peuple sahraoui à l'autodétermination par la 4^e commission de l'ONU, qui s'est tenue au début du mois aux Etats-Unis et à laquelle l'Algérie a pris part pour la première fois, le bilan est plutôt positif pour une première évaluation, selon les différents participants.

Pour Sahli Maya, docteur en droit international, qui a pris part à cette rencontre en tant qu'universitaire et représentante des pétitionnaires à la 4^e commission de l'ONU, le plus important à retenir, c'est la participation de l'Algérie et pour la première fois à la commission onusienne.

Chose qui a permis, explique-t-elle, de faire entendre la position de



Photo : Samir Sid

Bilan positif pour une première évaluation.

l'Algérie sur différentes questions, notamment celle du Sahara occidental.

Quant aux premières conclusions à tirer de la 4^e commission de l'ONU, pour Sahli, le fait qu'il y a pour l'instant une continuité ne peut être que positif.

«Plus il y aura des résolutions adoptées qui affirment le

droit du peuple sahraoui, plus ce sera bon pour nous. Le plus important, c'est qu'il n'y ait pas de rupture», a-t-elle indiqué, tout en précisant que les résolutions adoptées par l'ONU ne sont pas toujours appliquées, telle que la résolution 15/14 adoptée en 1960, relative à l'autodétermination des peuples.

Selon Tayeb El Haouani, président du groupe parlementaire d'amitié algéro-sahraoui, la 4^e commission de l'ONU va réunir des éléments sur la violence de l'armée marocaine contre le peuple sahraoui, pour les présenter à l'Assemblée générale des Nations unies qui se tiendra prochainement.

De son côté, le président du Comité national de soutien au peuple sahraoui, Hadj Mahrez, a tenu à saluer l'initiative de la 4^e commission de l'ONU. Ainsi, il a félicité un certain nombre de pays qui ont pris conscience du droit du peuple sahraoui à l'autodétermination.

Enfin, et pour clôturer le débat, le président de la Commission des affaires étrangères, de la coopération et de la communauté à l'étranger à l'Assemblée populaire nationale (APN), Si Afif, a rappelé l'importance du rôle qu'ils peuvent jouer à travers la sensibilisation qui permettra une prise de conscience chez les pays qui ignorent encore la vérité sur la question sahraoui.

M. M.